



Déclaration préalable de la FSU au CTSD du 03 février 2021

Monsieur Le Directeur académique, Mesdames et messieurs les membres du CTSD,

Le Grenelle de l'éducation vient tout récemment de s'achever. Nous ne portions pas de grands espoirs de voir en sortir un progrès pour l'école et ses personnels. En effet, des débats pilotés par des inspecteurs généraux nommés par le Ministre, engageant des personnalités nommées également par le Ministre, ne pouvaient aboutir qu'à une pseudo consultation débouchant sur des propositions guidées par le Ministre. Ce qu'il en est sorti dépasse nos craintes, et dépasse même l'entendement...Mais, avant de développer ce sujet, faisons un pas de côté.

Le pays traverse une crise sanitaire sans précédent. Cette crise exacerbe les fonctionnements et dysfonctionnements de l'institution. Nous avons eu l'occasion à de multiples reprises de parler dans ces instances des dysfonctionnements structurels que connaît notre institution et surtout leurs effets.

Ce CTSD s'ouvre donc dans un contexte grave, sur le plan sanitaire et sur le plan social. Il y a un an, notre pays découvrait un virus qui a changé nos vies et a touché l'École de la République de plein fouet, en fermant pendant deux mois les écoles, collèges et lycées, forçant les personnels à trouver sans cesse de nouvelles solutions pour s'adapter. Enseignement à distance, port du masque par les élèves et les personnels, voilà des choses qui semblaient incroyables il y a encore un an.

Nous tenons ici à signaler que bon nombre de personnels sont actuellement à bout, épuisés à devoir faire face à tout. En colère également face à la sensation d'abandon qu'ils ressentent de la part de leur administration en général et de leur ministre en particulier qui multiplie les injonctions sans jamais apporter aucune solution, ni sur le plan sanitaire, ni sur le plan pédagogique. Dernier exemple en date, la situation de l'EPS gérée, comme le reste, à la petite semaine. Comment ne pas se sentir méprisés devant de telles décisions alors que d'autres solutions étaient possibles et même proposées depuis le début de l'année scolaire ? Encore faudrait-il que le dialogue social ne soit pas qu'un slogan !

Si les enseignants se sont adaptés comme jamais, le Ministre, lui, n'a pas tenu compte des besoins nouveaux dans l'Éducation, refusant de mettre les moyens pour diminuer les effectifs dans les classes, ce qui permettrait une distanciation pourtant nécessaire pour ralentir la diffusion du virus.

Pire, le Ministre vient d'économiser 200 millions sur son budget 2020, ce qui équivaut à 4200 postes d'enseignants, alors que, dans le même temps, il supprime 1883 postes dans le second degré pour la rentrée prochaine, ce qui entraînera des effectifs plus chargés dans les classes.

Le sous-investissement structurel de l'état français dans son système éducatif, si on le compare à celui des autres pays de l'OCDE, a pour conséquence des conditions d'apprentissage des élèves dégradées (nombre d'élèves trop élevé par classe avec une explosion dans le secondaire ; rupture progressive de l'idée que l'école serait respectueuse du rythme de l'enfant, les intentions du ministre de re-primariser la maternelle pour exemple ; rupture à venir du principe de la solidarité républicaine en programmant la suppression de l'éducation prioritaire ; évaluation sommative à tous les étages ou presque de la scolarité d'un enfant même en période de crise sanitaire, etc.). Pour les enseignants aussi, les conditions de travail se dégradent de manière vertigineuse. Et dire que le Premier Ministre estime que nous avons été choyés. À l'enquête intersyndicale dans le département initiée fin 2020, 93 % des collègues ont estimé que leurs conditions de travail se sont dégradées. Et pour cause. Depuis 2017 et son arrivée au Ministère :

- Monsieur Blanquer a renforcé le devoir de réserve pour faire taire l'opposition des enseignants à sa politique (double langage permanent sur la prétendue école de la confiance créant un authentique climat de méfiance, de contrôle, de censure);
- malgré le malaise de nos collègues, Monsieur Blanquer a fait s'enliser le débat sur la reconnaissance du temps de travail des directrices et directeurs, plus d'un an après le suicide de Christine Renon ;
- Monsieur Blanquer n'a pas hésité à faire dans les médias du *prof bashing* au sortir d'un premier confinement en mars-avril 2020 au cours duquel nos collègues s'étaient distingués par leur dévouement sans faille au service public d'éducation. Il a par cette initiative discrédité notre institution, mettant en avant de très minoritaires pseudo décrocheurs (de quelles sources et comment ont été comptabilisés ces chiffres ?) plutôt que louer les efforts de l'ensemble d'une profession en première ligne avec ses élèves;
- Monsieur Blanquer a géré dans une approximation frisant l'incompétence collective la crise sanitaire dans les écoles, arguant de chiffres de propagation du virus totalement farfelus, et pilotant l'institution à coups d'injonctions contradictoires, de protocoles irréalisables qui servent davantage la com' et sa bonne conscience qu'ils ne servent le quotidien des usagers et des personnels ;
- Monsieur Blanquer a promis de nombreuses fois sans tenir parole. Ainsi, Monsieur Blanquer a promis des masques transparents dont nous n'avons jamais vu la couleur, une revalorisation qui n'a concerné qu'une minorité d'enseignants, une bienveillance qui masque le contraire. Il a affirmé que tout était prêt dans les écoles au moment du confinement alors que le seul engagement fiable était celui de nos collègues à faire leur métier.

La liste des errements ministériels est bien trop étoffée pour ne pas nous permettre de conclure que notre ministre de tutelle a mis à mal notre institution. Monsieur Blanquer humilie, maltraite, ne tient pas parole. Ainsi, Monsieur Blanquer doit partir.

Au-delà de la personne discréditée du Ministre, il y a devant nous l'objectif d'imposer un modèle scolaire concurrentiel, managérial et digital, permettant un désengagement massif de l'État.

Depuis des années, la FSU dénonce et lutte contre ces politiques libérales qui sapent le service public d'éducation, politiques qui se traduisent par des fermetures de postes, par un alourdissement des effectifs par division, par un recours accru à des personnels précaires et par une imposition d'heures supplémentaires à des collègues uniquement pour faire des économies sur les heures postes.

Non content de dégrader les conditions de travail des élèves et des enseignants, il méprise une nouvelle fois les personnels par un « Grenelle de l'Éducation », mascarade dont les recommandations accentuent encore davantage la politique libérale dans l'Éducation Nationale, recommandations dont Monsieur Blanquer a annoncé le 25 janvier sur LCI qu'elles lui paraissaient des perspectives extrêmement intéressantes :

=> en finir avec l'avancement à l'ancienneté, pour généraliser une revalorisation liée au mérite ;

=> des directeurs qui évaluent leurs collègues ;

=> la fin d'un cadre collectif et des établissements autonomes sous contrat avec l'Etat.

Quant à la prétendue revalorisation, elle se fait par des primes insuffisantes qui ne touchent qu'une partie d'entre eux, au lieu d'augmenter des salaires gelés depuis trop longtemps.

Les AESH et AED, eux, sont totalement oubliés. Où sont les AED qui devaient être recrutés dans le cadre de la mise en place du protocole dit « renforcé » ? Quant aux infirmières de l'Éducation Nationale, elles sont menacées de décentralisation aux départements, avec pour conséquence d'être sorties de leurs établissements scolaires, forcées ainsi d'abandonner une partie de leurs missions de prévention, d'écoute et de relais au service de l'accompagnement de la scolarité des élèves. La Loi 4D n'est qu'une nouvelle marche forcée vers une vente à la découpe de la fonction publique.

C'est donc sous les pires auspices que nous avons découvert les documents de travail pour ce CTSD. Et les chiffres nous sautent aux yeux. Dans le second degré, ce sont 350,85 heures qui sont retirées aux collègues, qui avaient déjà perdu plus de 340 heures l'an dernier. La politique ouvertement austéritaire est donc responsable de la disparition de l'équivalent de presque 40 postes dans notre département en deux ans. Cette baisse ne saurait être contrebalancée par une hausse du nombre d'HSA, qui vont peser encore plus sur des collègues déjà submergés par l'augmentation des tâches qui leur incombent en cette période difficile.

Des sommets hiérarchiques ne se déversent sur nous que des chiffres qui nous déshumanisent, transforment notre travail, nos élèves en marchandises. C'est encore et toujours cette politique des chiffres qui a conduit à monter le seuil à 30 élèves par classe en 6ème. Aussi, nous invitons expressément chacun de ceux qui prennent ces décisions dans un bureau à venir dans une salle de classe en voir les conséquences délétères concrètes. Car, l'essence de notre mission se moque de la dictature des chiffres et des modélisations mathématiques présidant aux calculs les plus ajustés dans la répartition des moyens de fonctionnement des établissements scolaires.

Comment osez-vous faire peser sur les équipes éducatives de terrain la responsabilité des choix de renoncer à tel ou tel dispositif d'enseignement et d'accompagnement des élèves en difficulté du fait de moyens contraints, comme vous aimez à euphémiser ?

Nous dénonçons aussi la politique de faux-semblant de « l'inclusion scolaire ». Aussi, comme chaque année, les chiffres prévisionnels ne tiennent pas compte des élèves ULIS, pourtant inscrits dans des classes et qui feront parfois augmenter les effectifs au-delà de 30 élèves par division dans le second degré. D'ailleurs, dans le cadre de la mise en place des PIAL, c'est la qualité de l'accompagnement de nombreux élèves qui risque de se détériorer avec les AESH qui seront ballotés d'un établissement à l'autre.

Ainsi, alors que la crise du covid-19 imposerait un plan éducatif ambitieux et concertée pour affronter la rentrée 2021, c'est encore les mêmes recettes gestionnaires « hors-sol » (selon les mêmes méthodes ayant saccagé l'hôpital public) qui sont doctement mises en œuvre (avec force discours et statistiques abscons). Le « Quoi qu'il en coûte » est donc loin de s'appliquer à l'Éducation Nationale et à la jeunesse. Bien au contraire, dans notre belle maison, il faut faire toujours mieux avec toujours moins !

Cette violence institutionnelle n'a que trop duré ! Il convient de redonner une prééminence à la dimension humaine de notre travail. Les conditions de vie et d'apprentissage de nos élèves tout comme nos conditions de travail ne rentrent pas et ne doivent plus rentrer dans des cases informatiques. Leur bien-être, notre bien-être ne se marchandent pas dans le cadre d'un dialogue social aussi factice que pernicieux...

C'est pour ces raisons que la FSU appelle à se mobiliser dans tous les établissements du département car les élèves, les enseignants, les AED, les AESH ainsi que l'ensemble des personnels méritent bien mieux que cette politique éducative méprisante et destructrice. La FSU continuera de dénoncer et d'organiser les mobilisations contre la casse minutieuse du service public d'Éducation à l'œuvre depuis de trop nombreuses années. Avec les autres organisations syndicales ainsi que tous les personnels qui se reconnaissent dans nos luttes, elle portera haut les exigences d'un service public d'éducation solidaire, protecteur et de qualité pour tous.